



Conseil économique et social

Distr. générale
24 février 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2016

23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. AIESEC International	3
2. Akina Mama Wa Afrika	4
3. All-Russian Society of the Deaf/All-Russian Public Organization of Persons with Disabilities.	5
4. American Correctional Association	6
5. Ankara Foundation of Children with Leukemia	7
6. Association of Third World Studies	8
7. Centre international pour la santé et la coopération	9
8. Civil Resource Development and Documentation Centre	10
9. Council of American Overseas Research Centers	11
10. Foundation for Ecological Security	12
11. Freedom House	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12.	Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social	15
13.	Geneva International Model United Nations	16
14.	Gibh Varta Manch	17
15.	Global Action on Aging	18

1. AIESEC International

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Présente dans plus de 126 pays et territoires, AIESEC International est la plus grande organisation mondiale gérée par des jeunes. Elle compte plus de 70 000 membres.

Objectifs et mission

L'organisation a été créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale en vue d'œuvrer pour la paix et de développer le potentiel de l'humanité par le truchement de jeunes leaders responsables et animés de l'esprit d'entreprise. Elle fait des jeunes talentueux et dynamiques des leaders ouverts sur le monde et responsables en leur offrant la possibilité de participer à des stages internationaux, à des projets à impact social et à des stages et projets dans le domaine de l'entreprise. Elle collabore avec plus de 2 600 universités et 8 000 organisations à travers le monde afin d'atteindre son objectif.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée dans le présent rapport, AIESEC International a contribué à de nombreuses campagnes des Nations Unies, notamment l'enquête MyWorld, la campagne #YouthNow et Live Below the Line. En septembre 2014, l'organisation a mené la plus grande enquête jamais réalisée, YouthSpeak, qui a permis de recueillir les opinions de plus de 42 000 sondés sur le thème de la transition entre les études et le marché de l'emploi. Grâce à ses programmes de stages professionnels et bénévoles, elle a mobilisé les jeunes afin de les sensibiliser aux nombreux défis mondiaux dont beaucoup sont liés aux objectifs du Millénaire pour le développement, et de s'y attaquer. Par exemple, en 2014, 459 volontaires canadiens se sont rendus en Asie et en Amérique latine pour enseigner l'anglais. AIESEC International compte 25 organisations qui travaillent à la promotion d'une culture de l'entrepreneuriat et de la création d'entreprises en Serbie. Ses branches au Moyen-Orient et en Afrique du Nord mettent en place des projets pour renforcer les compétences professionnelles des jeunes. Au Rwanda, l'organisation a travaillé sur l'éducation et l'inclusion financière en promouvant la culture de l'épargne parmi les enfants et les jeunes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les manifestations auxquelles a participé l'organisation pendant la période considérée, on peut citer :

- Le premier Forum mondial sur les politiques de la jeunesse, organisé à Bakou, en Azerbaïdjan, en 2014;
- La Conférence d'Asker sur la jeunesse et la gouvernance, en Norvège le 18 décembre 2014 et le Festival mondial de la citoyenneté organisé la même année;
- L'initiative Youth 21: Building for Change!, tenue à Nairobi, du 15 au 18 mars 2012;

- Le Sommet pour le bien social, tenu à New York du 21 au 22 septembre 2014; et
- Diverses manifestations parallèles pendant la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, tenue à New York en 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère au niveau national, régional et mondial, notamment avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

AIIESEC International œuvre pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au moyen de ses programmes de stages professionnels et bénévoles. Ses programmes portent sur tous les objectifs. Sur environ 100 000 activités bénévoles réalisées par l'organisation pendant la période considérée, 34,26 % d'entre elles était consacré à l'alphabétisation, 21,26 % à la compréhension culturelle, 11,76 % à la croissance économique, 7,76 % à la santé et au mode de vie, 7,58 % à l'avancement professionnel, 6,51 % aux droits de l'homme et 5,1 % à l'environnement.

2. Akina Mama Wa Afrika

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Créée en 1985, Akina Mama Wa Afrika est une organisation non gouvernementale internationale panafricaine.

Objectifs et mission

Akina Mama Wa Afrika offre aux femmes africaines la possibilité de s'organiser de manière autonome, de travailler en réseau, de partager leurs compétences et connaissances, de cerner les questions qui les préoccupent et de s'exprimer. Les activités de l'organisation reposent sur trois piliers, à savoir le développement du leadership des femmes, la recherche et la documentation féministes, le plaidoyer et l'influence politique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Grâce à son programme de développement du leadership des femmes, *African Women's Leadership Institute*, l'organisation a renforcé les capacités de leadership des femmes africaines sur des sujets aussi variés que la migration forcée à long terme, les femmes en politique, la prise de décisions et la justice économique. L'institut de leadership a soutenu environ 120 femmes de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et australe. Un document présentant la contribution de l'organisation pour

mieux faire entendre la voix des femmes a été établi et diffusé, servant ainsi d'instrument de plaidoyer pour faire valoir les droits et l'autonomisation des femmes. En collaboration avec ses partenaires, AIESEC International a défendu la cause des femmes africaines dans différents cadres où des actions de plaidoyer sont menées en vue de l'adoption de politiques ou de réformes et de l'application des lois.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a soutenu le Caucus des femmes africaines lors de la cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme tenues à New York en 2013 et 2014. Elle a également contribué à des déclarations écrites et à des exposés de principes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec ses partenaires, l'organisation s'est exprimée au nom des femmes africaines lors des débats sur le programme de développement pour l'après-2015; elle a participé à des forums stratégiques, notamment les sixième et huitième réunions du Groupe de travail ouvert, les plateformes de sensibilisation du grand groupe des femmes et les consultations des organisations féminines de la société civile africaine à Monrovia portant sur le programme de développement pour l'après-2015, qui ont abouti à un communiqué des femmes africaines exposant en détail leurs principales observations à inscrire dans le programme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

3. All-Russian Society of the Deaf/All-Russian Public Organization of Persons with Disabilities

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

All-Russian Society of the Deaf/All-Russian Public Organization of Persons with Disabilities a été créée en 1926 en Fédération de Russie.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie principalement à faire connaître et à protéger les droits et les intérêts des citoyens russes malentendants et à faciliter leur réinsertion et intégration sociale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation aide et soutient quelque 230 000 malentendants dans 89 régions de Russie. En 2011, elle a participé aux travaux de la dix-huitième session de l'Assemblée générale de la Fédération mondiale des sourds et au seizième Congrès mondial de cette même Fédération à Durban (Afrique du Sud). En 2014, elle a

participé à la Journée internationale des personnes handicapées et à la deuxième Conférence internationale sur le thème « Droits linguistiques des sourds » tenue à Moscou.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a présenté un exposé lors de la dix-neuvième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme tenue à Genève, le 1^{er} mars 2012. Elle a pris part à un débat interactif sur le travail et l'emploi des personnes handicapées dans le cadre de la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme qui a eu lieu à Genève le 6 mars 2013. À cette même date, elle a également participé à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, à New York. Enfin, elle a pris part à la septième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui s'est tenue du 10 au 12 juin 2014, également à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs activités et séminaires organisés au Centre d'information des Nations Unies à Moscou.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

4. American Correctional Association

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Fondée en 1870, American Correctional Association est la plus ancienne et la plus importante association professionnelle du domaine pénitentiaire au monde. L'Association représente toutes les disciplines de la profession pénitentiaire et compte plus de 19 000 membres incluant des intervenants travaillant dans les prisons et établissements carcéraux pour les jeunes et les adultes, les foyers de transition, les établissements de traitement et les organismes chargés de la mise en liberté surveillée, des libérations conditionnelles et des services pénitentiaires communautaires, de même que des universitaires s'intéressant au domaine et d'autres citoyens concernés.

Objectifs et mission

L'Association encourage l'excellence dans les services correctionnels en offrant une formation professionnelle et une certification, une formation en ligne, des normes et une reconnaissance professionnelle, de même que des recherches et des publications.

Changements à signaler

Pendant la période considérée, l'Association s'est considérablement élargie à travers le monde. Elle a notamment œuvré pour l'amélioration des conditions de vie dans les centres de détention au Moyen-Orient et au Mexique.

Contribution à des activités des Nations Unies

En août 2012, l'Association et ses membres ont réaffirmé une résolution en faveur de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), dans laquelle ils ont décidé de reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur les contributions de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies au développement universel de systèmes pénitentiaires plus humains et efficaces et à l'élaboration en cours des normes de l'Association.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association a réaffirmé une résolution en faveur des Règles Nelson Mandela pendant la période considérée.

5. Ankara Foundation of Children with Leukemia

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Basée à Ankara, Ankara Foundation of Children with Leukemia est une organisation non gouvernementale qui œuvre à l'échelle nationale. Chaque année, en Turquie, on diagnostique la leucémie chez quelque 1 500 enfants.

Objectifs et mission

La Fondation a pour but d'apporter un soutien éducatif et émotionnel, une assistance financière et des soins de santé aux enfants atteints de leucémie ou de troubles sanguins chroniques. Elle s'emploie par ailleurs à faire connaître les maladies sanguines acquises et héréditaires et à sensibiliser le public international à ces maladies, de même qu'à fonder et à gérer des instituts de recherche.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation estime qu'il est important d'échanger des données d'expérience et des idées et s'efforce de trouver des solutions contre l'augmentation du nombre de cancers à l'échelle nationale et mondiale. Pendant la période considérée dans le présent rapport, elle s'est rendue dans des pays voisins pour rencontrer des organisations œuvrant pour la même cause afin d'échanger des données d'expérience et des connaissances. De plus, elle a créé une plateforme, *Social Platform against Cancer*, qui permet à toutes les institutions, fondations, hôpitaux et médecins s'occupant du cancer, ainsi qu'aux personnes atteintes de la maladie, de

partager leurs expériences, des informations médicales et sociales et d'échanger sur leurs activités.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation collabore avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les représentants des Nations Unies en Turquie, de même qu'avec l'Organisation mondiale de la Santé et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation vient en aide aux malades atteints du cancer et économiquement défavorisés; elle les aide financièrement, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1. Elle a également distribué des colis alimentaires et de vêtements, des trousseaux d'hygiène, ainsi que des médicaments et des produits ménagers. De plus, elle a œuvré pour un partenariat mondial en allant à la rencontre d'organisations des pays de l'ex-Union soviétique qui œuvrent pour la même cause.

6. Association of Third World Studies

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Fondée en 1983 aux États-Unis d'Amérique, Association of Third World Studies est la plus grande organisation professionnelle de cette nature dans le monde. Elle compte des membres dans le monde entier et des branches en Asie du Sud et en Afrique.

Objectifs et mission

L'Association a été créée en vue de fournir un cadre international pour l'étude scientifique et sous l'angle de l'humain des questions et problèmes auxquels se heurtent les pays du tiers monde, le but ultime étant d'améliorer la qualité de vie des populations.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, à de grandes conférences et à d'autres réunions des Nations Unies telles que la Convention sur la diversité biologique, à toutes les sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur

les changements climatiques ainsi qu'à plusieurs réunions du Forum des Nations Unies sur les forêts et de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

De nombreux membres de l'Association ont participé à des travaux de recherche liés à l'un ou plusieurs des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces travaux ont été diffusés lors de conférences et publiés dans le *Journal of Third World Studies* ou dans les écrits d'autres membres. Citons quelques-unes des recherches menées et présentées par les membres de l'Association au cours de la période considérée :

- « Technological education for women as a tool of upward social mobility, with a particular reference to the Middle East » (« La formation des femmes aux technologies : un instrument au service de la mobilité sociale ascendante, notamment en ce qui concerne le Moyen-Orient »), par Taysir Nashif;
- « Towards the sustenance of democracy in Nigeria » (« Vers un maintien de la démocratie au Nigéria »), par Ojefia Akpomedaye Innocent;
- « Vietnam's globalization effort generated growth with poverty that requires a national poverty reduction program », par Robert L Curry, Jr et Tran Thi Ut; et
- « Lifestyle and disease and economic development: The case of Nauru and Kiribati » (« Mode de vie, maladie et développement économique : le cas de Nauru et des Kiribati »), par Philip I. Szmedra et K.L. Sharma.

7. Centre international pour la santé et la coopération

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Créé en 1992, le Centre international pour la santé et la coopération s'attèle à promouvoir la réconciliation et la paix dans les pays dévastés par des catastrophes naturelles, des conflits armés et d'autres types de violence.

Objectifs et mission

Par des formations intensives, holistiques et pluridisciplinaires, le Centre entend faire avancer les méthodes et le cadre qui régissent l'activité des spécialistes de l'action humanitaire. Il contribue également aux discussions sur les questions humanitaires actuelles et s'emploie à les faire progresser grâce à ses partenariats avec des organisations humanitaires et de développement, au large éventail de publications et aux plateformes de communication régulièrement mises à jour.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre offre une formation essentielle et fournit des éléments de recherche fondamentaux aux professionnels de l'aide humanitaire, notamment ceux provenant

des organismes des Nations Unies, en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, etc.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Centre international pour la santé et la coopération a participé à des réunions organisées en préparation du Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016, à des séances d'information sur les crises organisées par des organismes des Nations Unies et à diverses réunions avec le personnel des organismes des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Centre a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs organismes des Nations Unies à l'organisation de formations et à la publication d'ouvrages liés aux questions humanitaires. Des centaines d'anciens étudiants du Centre travaillent actuellement dans des entités et organismes des Nations Unies ainsi que dans des organisations non gouvernementales qui collaborent avec l'ONU.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Chef de file dans le domaine de la formation humanitaire, le Centre international pour la santé et la coopération contribue à l'élaboration de meilleures pratiques dans ce domaine dont de nombreux aspects sont directement liés aux objectifs du Millénaire pour le développement. Il offre des formations sur les objectifs ainsi que sur les stratégies pour l'après-2015.

8. Civil Resource Development and Documentation Centre

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Civil Resource Development and Documentation Centre est une organisation indépendante, non gouvernementale et à but non lucratif créée en 1996.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux et les droits de la femme, l'égalité des sexes et la bonne gouvernance au Nigéria par le biais de l'autonomisation de la société civile et de la promotion de l'accès à la justice et de l'État de droit.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En collaboration avec Affirmative Action Initiative for Women et avec le soutien de Voices for Change, l'organisation œuvre pour l'application au Nigéria de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes grâce au projet de loi sur le genre et l'égalité des chances. L'organisation,

en collaboration avec le Réseau de protection de l'enfance et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), milite pour l'adoption du projet de loi sur les droits de l'enfant afin de faire appliquer la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant dans l'État d'Enugu. Le projet de loi sur l'interdiction de la violence contre les personnes a été adopté après treize années de plaidoyer. L'organisation a également mis en œuvre un projet de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) relatif aux droits des femmes à la propriété et à l'héritage dans le contexte du VIH/sida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Civil Resource Development and Documentation Centre a participé aux sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes depuis 2012, et à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme pendant la période considérée. L'organisation était également représentée à la Conférence internationale du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de l'UNICEF sur les mutilations génitales féminines, tenue à Rome, du 22 au 25 octobre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le FNUAP, ONU-Femmes et l'UNICEF pour mettre en œuvre plusieurs projets, comme précisé ci-dessus. En 2014, grâce au soutien du FNUAP, elle a organisé un forum de haut niveau sur la promotion de l'éducation des filles et l'abandon des mutilations génitales féminines en vue d'une amélioration de l'accès à la santé et aux droits en matière de procréation. Grâce au soutien du FNUAP et de l'UNICEF, l'organisation a mis en place des comités de travail technique sur les mutilations et ablations génitales féminines dans deux États.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Outre la célébration annuelle de la Journée internationale de la femme, l'organisation collabore avec Christian Aid et UK Aid sur un projet visant à renforcer la participation et la représentation des femmes dans les structures de prise de décisions. Elle travaille également avec Ipas sur la santé procréative.

9. Council of American Overseas Research Centers

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Créée en 1981, Council of American Overseas Research Centers est une fédération privée à but non lucratif regroupant des centres de recherches américains à l'étranger et indépendants. Elle encourage la recherche avancée, notamment dans le domaine des sciences humaines et sociales, et met l'accent sur l'enregistrement et la préservation du patrimoine culturel, ainsi que sur la compréhension et l'interprétation des sociétés modernes.

Objectifs et mission

L'organisation soutient les projets de recherche par delà les frontières, encourage la recherche collaborative ainsi que la cohérence programmatique et

administrative entre les centres membres, et s'emploie à élargir leur base de ressources et leur capacité de service. Les centres membres de l'organisation assurent une présence permanente dans les pays hôtes où ils mènent leurs activités, notamment en Europe, en Amérique latine, au Proche et au Moyen-Orient, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Afrique de l'Ouest. Ces centres sont le principal moyen grâce auquel les universitaires américains mènent des travaux de recherche indispensables pour comprendre les autres cultures et interagir avec elles.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Council of American Overseas Research Centers travaille principalement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Conseil international des monuments et des sites sur des questions relatives à l'exploration, la documentation et la préservation des ressources du patrimoine culturel à travers le monde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Conseil international des monuments et des sites, comme indiqué ci-dessus.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

10. Foundation for Ecological Security

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Foundation for Ecological Security œuvre pour la conservation de la nature et des ressources naturelles par l'action collective des communautés locales. La Fondation mène actuellement des activités dans six écorégions de l'Inde, qui bénéficient à 3,98 millions de personnes dans 30 districts réparties au sein de huit États.

Objectifs et mission

D'un point de vue systémique, les efforts de la Fondation sont axés sur trois aspects fondamentaux de la vie rurale, à savoir la restauration de l'environnement, la gouvernance locale et les moyens de subsistance.

Changements à signaler

L'ampleur des activités de Foundation for Ecological Security a considérablement augmenté. En 2014, la Fondation a touché presque 4 millions de personnes, contre 1 million en 2011. Elle a lancé des activités et mis en place des équipes de projets dans l'État de Maharashtra et dans la région nord-est de l'Inde.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a contribué au rapport intitulé « Conservation Across Landscapes: India's Approaches to Biodiversity Governance », une publication du Ministère indien de l'environnement et des forêts et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle était l'un des principaux contributeurs à la publication du Ministère de l'environnement et des forêts et du PNUD portant sur la création d'un répertoire des aires protégées par la population locale dans les États de Odisha et de Madhya Pradesh. Dans le cadre du système d'information sur la biodiversité en Inde, la Fondation a créé des sites Internet sur les oiseaux, les mammifères et la flore pour fournir des informations précieuses et des plus actuelles sur les espèces.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation a participé à une réunion de groupe d'experts organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur des indicateurs relatifs aux droits fonciers collectifs et aux droits sur les terres et les ressources détenus collectivement, tenue à Gland en Suisse, du 3 au 5 décembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Foundation for Ecological Security a poursuivi sa collaboration avec le Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial du PNUD portant sur le renforcement de la conservation et des moyens de subsistance à l'intérieur et aux abords de l'aire protégée pour la flore et la faune sauvages de Kumbhalgarh, au sud de l'Aravalis (Rajasthan), ainsi que dans les campagnes du Rajasthan. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a commandé un film sur la Fondation. Celui-ci a été présenté à la onzième Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, tenue en Namibie, en septembre 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En tant que membre de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, la Fondation a joué un rôle déterminant pour que la notion de « terre communautaire » ne soit pas assimilée au concept global de « terre » dans l'avant-projet du programme pour l'après-2015 relatif aux droits sur les terres détenues collectivement.

Informations complémentaires

En 2013, Foundation for Ecological Security a reçu le prix « Terre pour la vie » de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour sa gestion durable des terres, l'autonomisation des communautés pour leur permettre de s'approprier leurs terres, la mobilisation des communautés sur une grande échelle et son influence sur la politique.

11. Freedom House

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Créée en 1941 à New York, Freedom House est une organisation de surveillance indépendante qui promeut la liberté et la démocratie dans le monde. L'organisation a des bureaux dans une douzaine de pays.

Objectifs et mission

L'organisation sert de catalyseur pour le renforcement des droits politiques et des libertés civiles par le biais de l'analyse, du plaidoyer et de l'action. Ses recherches et analyses orientent le débat politique aux États-Unis et à l'échelle internationale sur les progrès et les dégradations en matière de liberté. Elle s'oppose fermement aux dictateurs et à l'oppression et fait mieux entendre la voix de ceux qui luttent pour la liberté dans les sociétés répressives. Elle s'emploie également à donner aux défenseurs des droits de l'homme et aux militants civiques qui œuvrent en première ligne les moyens d'agir pour défendre les droits fondamentaux et faire avancer le changement démocratique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les recherches et publications annuelles de l'organisation fournissent des informations spécifiques sur les pays relatives aux droits de l'homme fondamentaux, utilisées à travers le monde par des journalistes, des universitaires, des décideurs, des organisations non gouvernementales et des représentants de l'administration et des organisations multilatérales, notamment les Nations Unies. Parmi ses publications figurent : Freedom of the World, une enquête annuelle sur la situation relative aux droits politiques et aux libertés civiles dans chaque pays du monde; Freedom of the Press, une enquête mondiale sur l'indépendance de la presse qui rend compte des tendances relatives à la liberté de la presse; et Freedom on the Net, un index numérique complet et comparatif d'analyse de la liberté sur Internet.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a aidé des délégations de la société civile à participer à plusieurs sessions ordinaires et d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme à Genève. En 2014, elle a appuyé la participation de délégations de la société civile de plusieurs pays africains aux sessions de l'examen périodique universel et aux sessions concernant leur pays respectif. En 2014, elle a permis à des représentants de participer à la vingt-sixième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme et a animé une manifestation parallèle sur la situation des droits de l'homme en Ukraine. L'organisation a soutenu la participation de représentants ukrainiens à la vingt-deuxième, vingt-quatrième et vingt-septième session du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Freedom House a organisé plusieurs réunions avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, à New York et à Addis-Abeba, pour

débatte de la situation en Éthiopie, au Kenya, au Zimbabwe et au Swaziland. Le Bureau du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'est entretenu avec l'organisation au sujet de la situation au Soudan. En 2013 et 2014, l'organisation a fourni des informations à un certain nombre de Rapporteurs spéciaux sur des pays tels que l'Éthiopie, l'Ouganda et le Kenya. Les activités de l'organisation consistaient également à fournir des informations au personnel du Département des affaires politiques sur la situation en Éthiopie, en Érythrée, au Soudan et en Afrique subsaharienne.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les programmes de l'organisation ont permis de créer un environnement favorable pour la société civile. Elle a travaillé en étroite collaboration avec de nombreuses organisations de défense des droits des femmes à l'échelle mondiale, et ce en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3. En 2014, Freedom House a permis aux défenseurs des droits des femmes de participer à la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme à New York.

12. Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social est une organisation privée à but non lucratif créée en 1983 par un groupe d'entrepreneurs et de professionnels indépendants dans le but d'améliorer le développement économique et social d'El Salvador.

Objectifs et mission

Les activités de l'organisation visent à améliorer le bien-être économique, social, intellectuel et physique de la population d'El Salvador, de même que sa sécurité, au sein d'un système de liberté économique et individuelle. L'organisation mène des recherches, des études et des analyses pour formuler des recommandations en matière de politique publique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a organisé trois forums pour l'analyse des politiques afin d'élever le niveau du débat politique à El Salvador et en Amérique centrale, et de renforcer la démocratie représentative. Elle a publié plusieurs rapports, notamment « Mechanisms to strengthen representative democracy » (2011), « Political aspects of modernization of the Supreme Electoral Tribunal » (2012), et « Residential Vote: Progress and Challenges » (2014). L'organisation a continué à promouvoir la transparence en veillant à l'accès aux informations publiques et au bon fonctionnement des institutions publiques chargées de la gestion des fonds publics. Elle a par ailleurs réalisé des audits publics d'institutions démocratiques, a

supervisé le fonctionnement du système judiciaire ainsi que la désignation et l'indépendance des juges, et a vérifié la constitutionnalité des lois.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signé un accord de coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans le but d'élaborer une stratégie permettant de remédier à l'absence d'informations sur les enfants et les adolescents et d'accorder une attention particulière aux privations, exclusions, inégalités et vulnérabilités qui les touchent. En tant que membre du comité technique qui s'intéresse à la pauvreté multidimensionnelle du Programme des Nations Unies pour le développement, l'organisation a participé à des forums sur la sécurité alimentaire avec le Programme alimentaire mondial.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a entrepris des actions au niveau local pour améliorer les conditions de vie des communautés et aider à éliminer la pauvreté. Elle a notamment mis en œuvre des projets qui ont permis d'améliorer les revenus, la qualité des récoltes et la production des petits agriculteurs. Le revenu des participants a dépassé le seuil de pauvreté extrême et leur a permis de créer des unités de production rentables et viables pour leurs familles. L'organisation a également soutenu des jeunes micro-entrepreneurs dans le secteur agroalimentaire grâce à des formations. Enfin, elle a participé à des forums de consultation relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement et au programme de développement pour l'après-2015.

13. Geneva International Model United Nations

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Geneva International Model United Nations est une organisation non gouvernementale entièrement dirigée par des étudiants. Sa création remonte à 1999.

Objectifs

Les buts de l'organisation sont de promouvoir les valeurs de l'ONU auprès de la communauté estudiantine ainsi que d'apporter une expérience pratique complétant la formation théorique des étudiants.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue à faire connaître le travail de l'ONU au sein de la communauté estudiantine, non seulement en organisant des événements traitant des grandes questions d'actualité internationale dont l'ONU s'occupe, mais également

en organisant annuellement un « Model United Nations », à savoir une simulation des Nations Unies, apportant ainsi une expérience pratique et enrichissante aux étudiants désireux de se former à la diplomatie multilatérale. Cette simulation rassemble plus de 250 étudiants venant de différents horizons au Palais des Nations de Genève. En outre, l'organisation a organisé un voyage d'études en Grèce en 2014 afin de discuter du thème de la migration vers l'Europe. Par ailleurs, elle a offert l'opportunité à 25 étudiants de visiter de nombreuses organisations internationales ayant leur siège à Genève en 2014. Enfin, elle tente activement de mettre sur pied des partenariats avec des associations étudiantes d'autres universités suisses et étrangères afin de faire découvrir l'importance du travail effectué par l'ONU à un public aussi large que possible.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation offre la possibilité aux étudiants intéressés par le suivi du quotidien de l'ONU de se rendre à de nombreuses conférences et réunions organisées par l'ONU à Genève. Les étudiants rédigent ensuite un article sur la problématique traitée lors de la conférence, publié en ligne sur le blog « UNO, You Know? ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dans le cadre de son projet « Youth Perspectives », l'organisation a soumis une recommandation écrite à la Commission de la science et de la technologie. Cette recommandation avait pour objectif de présenter l'opinion de jeunes venant de plus de 20 pays différents à propos des approches stratégiques envisageables pour le programme pour l'après-2015 ainsi que du développement digital.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas mené d'initiatives sur le terrain dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, elle a contribué à la sensibilisation des jeunes pour toutes les questions relatives au développement et a engagé des débats sur le programme pour l'après-2015 au sein de la communauté estudiantine.

14. Gibh Varta Manch

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Gibh Varta Manch est une organisation sociale enregistrée qui, depuis 1993, mène des activités dans différents domaines de la société, notamment concernant le bien-être des enfants et des femmes.

Objectifs et mission

L'organisation entend aider et soutenir la société dans son ensemble à réaliser ses rêves.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a organisé des camps médicaux gratuits et des séminaires pédagogiques, des programmes d'habilitation des femmes, des séminaires, des programmes d'intégrité sur les plans social et national, des programmes d'aide pour les élèves malvoyants, etc.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Gish Varta Manch se concentre en particulier sur la santé et l'égalité des sexes. Elle lutte sans relâche contre le mariage des enfants.

15. Global Action on Aging

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Global Action on Aging a été créée en 1994 et est basée à New York.

Objectifs et mission

L'organisation rend compte des besoins et du potentiel des personnes âgées au sein de l'économie mondiale et défend leurs intérêts à travers le monde.

Changements à signaler

L'organisation a emménagé dans son nouveau siège en 2012.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant toute la période considérée, l'organisation a joué un rôle de premier plan au siège des Nations Unies dans les travaux des organisations non gouvernementales portant sur les questions du vieillissement. Elle a dirigé le Comité des ONG sur le vieillissement, en menant notamment des recherches avec le financement du Fonds des Nations Unies pour la population et en diffusant des informations sur son site Internet concernant les initiatives prises à l'échelle mondiale sur la question du vieillissement. L'organisation a parrainé des réceptions, des tables rondes, des manifestations parallèles et d'autres activités des Nations Unies pendant la période considérée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Durant toute la période considérée, l'organisation a participé activement à la Commission du développement social, à la Commission de la condition de la femme, à la Journée internationale des personnes âgées et au Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur les droits des personnes âgées, qui se sont tenus en avril et août 2011 et en août 2012. L'organisation s'est exprimée

à de nombreuses occasions lors de ces forums, ainsi que pendant des manifestations parallèles, réceptions et autres occasions liées à ces réunions. En mai 2012, elle a pris part à une réunion de groupe d'experts organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle a également contribué à informer les organisations non gouvernementales internationales sur les réunions des Nations Unies au moyen de son site Internet et de sa liste de diffusion.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Global Action on Aging a collaboré avec l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, la Commission du développement social, la Commission de la condition de la femme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Fonds des Nations Unies pour la population et le point focal sur le vieillissement du Département des affaires économiques et sociales, pour promouvoir la compréhension entre les délégations et la société civile sur les questions du vieillissement. Cela consistait notamment à promouvoir le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, les droits des personnes âgées, les droits des femmes âgées, les travaux sur la ventilation des données à l'échelle internationale, et les efforts visant à adopter une approche plus large dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a notamment œuvré en vue de la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement n° 1, 2, 3 et 4, chacun revêtant une signification particulière pour les personnes âgées et leur bien-être. Elle a mené des recherches sur la pauvreté, les questions de genre, les soins de santé et l'intégration sociale en vue de promouvoir et d'améliorer les droits et les conditions de vie des personnes âgées.